

IPPJ et CAS

Ici, maintenant et demain

Il existe 6 centres IPPJ⁽¹⁾ au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. A côté de ces IPPJ, des CAS⁽²⁾, qui accueillent des jeunes nécessitant une aide urgente et spécialisée. Les faits divers nous amènent régulièrement aux infractions commises par ces jeunes souvent victimes d'un passé lourd. Placés, c'est le début de tout un travail sur eux-mêmes mais aussi celui des accompagnateurs.

PAR VIRGINIE NGUYEN HOANG

JEUNES FILLES EN RECONSTRUCTION

Il est 10h un mardi matin d'hiver 2015 à Wépion, une cité résidentielle de la province de Namur. En bord de Meuse est bâtie une grande villa aux allures nobles et riches. A son entrée, un écriteau indique que nous sommes à « La Courte-Echelle ». Passé le portail, grand ouvert, nous comprenons vite que la maison n'appartient pas à un ancien notable namurois. C'est une toute autre forme de richesse que nous allons bientôt découvrir à l'intérieur, plus fondamentale et centrée sur les valeurs humaines. Une fois dans l'intimité de la maison, le silence règne. Trois jeunes filles sont assises dans une salle de cours, accompagnées d'une enseignante. Deux d'entre elles s'exercent à l'écriture tandis que la dernière rédige un *Curriculum Vitae* à l'ordinateur. La Courte-Echelle est un CAS⁽²⁾ agréé

et subventionné par le département d'Aide à la Jeunesse de la Communauté française. Sont accueillies là des jeunes filles de différents milieux, mais qui ont un point commun : elles sont victimes de leur passé. « *A La Courte-Echelle, il y a une partie financière provenant de l'Aide à la Jeunesse, mais aussi une partie psychiatrique, tout aussi importante : très souvent, les jeunes arrivent ici détruites par tout ce qu'elles ont déjà vécu* », explique

Thierry Ralet, directeur du centre. Ici, on ne regarde pas le passé. On agit sur le présent et le lendemain. C'est toute la symbolique de la devise du Centre : « *C'est toi qui grimpes, mais derrière toi, quelqu'un te soutient.* » Les jeunes filles qui arrivent ici ont déjà un passif de placements suite à des comportements inadéquats envers la société (en IPPJ ou ailleurs). A leur arrivée, le but des accompagnateurs (éducateurs, enseignants, assistants sociaux) est de restructurer la jeune autour de trois axes pédagogiques : scolarité, dépassement de soi et estime de soi. Ces trois fondements se concrétisent en plusieurs activités sous forme d'ateliers tout ou long de la semaine. Le projet définitif que tentera d'atteindre la jeune fille restera celui de prendre son autonomie ou de retourner en famille voire chez un proche.

DES PLACEMENTS EFFICACES

La matinée est presque terminée. « *C'est l'heure de la pose clope !* », exprime une des filles envers son enseignante. Les trois jeunes filles sortent fumer leurs cigarettes roulées en écoutant de la musique sur un téléphone portable. L'une d'entre elles, Josiane (nom d'emprunt), chantonne.

Sur cette large terrasse faisant office de fumoir se trouve également un sac de boxe pendu à une poutre. En cas de crise ou d'énervement, les filles peuvent s'y défouler. Dix minutes se sont écoulées, il est temps de reprendre l'activité scolaire avant le repas de midi. Josiane fait des exercices de français, mais se plaint qu'elle n'arrive plus à se concentrer. Son projet à elle, c'est l'autonomie. Elle aimerait pouvoir louer un « kot » et se débrouiller seule. La semaine prochaine, elle commencera les cours dans une école externe au centre. Cela fait partie de son projet. « *J'appréhende ce moment, car j'ai peur que ça se passe de nouveau mal, que je pète un câble et que je me fasse renvoyer* », explique Josiane. A 16 ans, elle a déjà vécu un parcours difficile et connu l'expérience de plusieurs centres : « *J'ai fait pas mal de centres d'accueil depuis que je suis toute petite. Avant d'arriver à La Courte-Echelle, au mois d'août dernier, j'ai également été à l'IPPJ de Saint-Servais pendant 15 jours. En IPPJ, je n'aimais pas les règles, le fait d'être enfermée. Mais ça m'a quand même aidée car j'ai besoin d'un cadre, d'être entourée. Ici, c'est différent, on peut sortir du Centre, on est plus libre.* »

L'après-midi, Josiane participe à l'atelier Expression, tandis que les deux autres jeunes sont en rendez-vous : l'une avec l'assistante sociale, l'autre avec le juge. Elle fait de l'art abstrait, éclabousse sa toile en chantonnant, toujours. « *Plus tard, j'aimerais avoir un métier comme puéricultrice, dans le milieu pédiatrique en tout cas, être avec un amoureux et avoir ma maison. Mais mon plus grand rêve, c'est de devenir chanteuse. Pour ça, je vais tenter de participer à The Voice, je verrai jusqu'où j'irai* », nous confie-t-elle.

UN PROJET ET PAS BEAUCOUP

DE TEMPS

Le lendemain matin, les éducateurs sont en réunion. Josiane, accompagnée d'une autre jeune, regarde la TV. La nuit a été agitée car une des jeunes était en crise, personne n'est en forme. Une autre, pas encore scolarisée à l'extérieur, Xena (nom d'emprunt), a eu droit à un jour de sortie, elle est allée rejoindre son copain. Petite, calme et très réservée, il est difficile de croire que Xena a déjà dû passer par le centre IPPJ de Saint-Servais. A son retour, Xena nous confie : « *Quand je ne vais pas bien, je fais des petites conneries, je fugue beaucoup. Mais il faut que je réfléchisse, que je réussisse à m'aimer pour bien faire les choses. Depuis mon séjour à "La Courte", j'ai déjà beaucoup changé. Dans 5 mois, j'aurai 18 ans. Il ne me reste plus beaucoup de temps pour travailler avec les éducateurs car je devrai normalement sortir de La Courte-Echelle. J'ai comme projet de m'installer avec mon copain et de retourner à l'école, car dans les 5 ans, je m'imagine faire des études ou travailler. Bien faire les choses. J'aimerais être aide-soignante auprès des personnes âgées. Je rêve de ça depuis toute petite car j'aime parler au gens et les personnes âgées m'intéressent beaucoup.* » Pour Lola, éducatrice spécialisée qui travaille depuis 4 ans à La Courte-Echelle, la philosophie de la maison s'appuie sur l'encadrement et la bienveillance : « *Le cadre permet la sécurité. La bienveillance, c'est tout cet amour éducatif qu'on leur donne et qui leur manque. On agit pour leur bien-être, et ça, il faut pouvoir leur expliquer. L'acte n'est pas la personne. Il ne faut pas stigmatiser ces jeunes et les prendre pour des parias. On a envie de faire comprendre aux jeunes que tout peut changer, que tout peut arriver.* »

DES EXCLUS ?

Alors que Xena est revenue de chez son copain, Josiane se rend chez son amie KENZA (autre nom d'emprunt), une ancienne de La Courte-Echelle maintenant installée dans un kot à quelques centaines de mètres du Centre. KENZA a 17 ans et, tout comme Josiane, est passée par différents centres, dont l'IPPJ de Saint-Servais. Elle va maintenant à l'école. Pour le moment, KENZA bénéficie d'un budget octroyé par l'Aide à la Jeunesse, et ce jusqu'à ses 18 ans. Après cela, elle sera dirigée vers un CPAS qui la prendra en charge financièrement jusqu'à ce qu'elle trouve un travail. Ce passage vers le CPAS interpelle le directeur du Centre : « *Après un parcours financé par l'Aide à la Jeunesse, elles deviennent généralement des assujetties sociales. Comment éviter ça ? Pour moi, il y a quelque chose qui nous a échappé : c'est comme si on créait un paquet d'exclus...* »

Il est 22h30. La journée s'achève à La Courte-Echelle. Une dernière cigarette, une petite caresse au chat de la maison, puis extinction des feux. Un éducateur restera la nuit jusqu'à la relève de 6h du matin, moment des premiers réveils pour celles qui vont à l'école.

DES GARÇONS EN RUPTURE

A quelques kilomètres, nous nous rendons à Jumet (Charleroi), dans un centre IPPJ ouvert pour garçons. Dans une rue calme, nous passons la grille du centre, la caméra de surveillance. L'espace est verdoyant. Un grand parking sépare le bâtiment de la direction des différentes sections. Auparavant, cet établissement était un hôpital du début du XIX^e siècle. Derrière la porte principale du bâtiment se loge la section SETIM⁽³⁾. Un jeune y joue au billard avec un éducateur dans la salle commune. A côté,

le bureau des éducateurs. Les quatre autres jeunes de la section sont en activité scolaire au « loft », une petite maison derrière le parking. Le principal projet pédagogique de l'IPPJ de Jumet est dans la scolarisation des jeunes. On y trouve d'une part la section Education (durée de placement articulée autour de la scolarité) – où le jeune doit aller à l'école dans la région – et d'autre part la section SETIM, nouveau projet pilote qui consiste à accueillir des jeunes venant d'un centre fermé devenu inadéquat à leur projet. En milieu de matinée, tout le monde revient dans la salle commune. Ici aussi, c'est la pause cigarettes. En file devant le bureau, les jeunes, âgés de 14 à 17 ans, prennent tour à tour leurs cigarettes achetées avec leur argent de poche reçu la semaine passée. Il y a deux nouveaux dans la section. Pendant la pause, les sujets de discussions ne manquent pas. En principal, ils tournent autour de la vie au centre et des sanctions en cas de fugue. Une fois les cigarettes consommées, c'est l'heure de se rendre au cours d'informatique à Gilly, à quelques kilomètres. De retour au centre, ils prendront le repas de midi : des tartines et de la soupe. Les jeunes se mettent de nouveau en file en attendant le signal pour pouvoir s'asseoir et commencer le dîner.

STIGMATISATION

L'après-midi sera consacrée aux activités sportives, et plus précisément ce jour, activité piscine. En attendant le départ, les jeunes s'adonnent au baby-foot ou au billard. L'un d'entre eux préfère s'asseoir et lire son livre, *Le Labyrinthe*, de James Dashner. Gareth (nom d'emprunt) a été placé pour la première fois dans un centre à l'âge de 8 ans. Suite à de nombreuses fugues, il s'est retrouvé dans le centre IPPJ de Fraipont avant

d'arriver dans la section SETIM de Jumet. « *A Jumet, c'est bien, car on fait beaucoup d'activités sportives et on peut se rendre à l'école à l'extérieur du Centre. Quand on sort d'un centre IPPJ fermé, on est souvent perdu, car on a été coupé de l'extérieur. En plus, les gens vous regardent d'une autre manière. J'ai des amis qui ne cherchent plus à me voir. Pourtant, les jeunes en IPPJ ne sont pas forcément des délinquants ou des personnes dangereuses. Moi, personnellement, je ne ferais pas de mal à une mouche. Mais les gens stigmatisent beaucoup, surtout quand il s'agit de jeunes étrangers, alors qu'il y a beaucoup de jeunes en difficultés qui arrivent ici. En sortant d'IPPJ, j'aimerais entamer des études d'architecte. Pour l'instant, je vis au jour le jour, j'essaie ne pas trop me projeter pour ne plus avoir de déceptions* », raconte Gareth.

Un peu plus loin, nous empruntons un couloir qui mène à la cuisine. De l'autre côté, la section Education. L'aménagement de la salle commune est identique à la précédente, mais celle-ci est vide ! Et pour cause, les jeunes de cette section sont à l'école à l'extérieur. Ils reviendront vers 16 h.

CONTAGION DÉLINQUANTE

Le lendemain matin, les jeunes de la section SETIM sont divisés : un groupe joue à *Trivial Pursuit* avec l'enseignante, un autre fait de la musculation dans la médiocre salle de sport en présence d'un éducateur. « *Beaucoup de personnes trouvent scandaleux qu'il y ait des terrains de sport et autres divertissements au sein même des IPPJ. Mais le but est de montrer à ces jeunes d'autres occupations que celles de traîner dans les parcs et de faire des conneries à gauche ou à droite. On leur montre*

un autre mode de vie », explique M. Depas, membre de la direction de l'IPPJ de Jumet, pour qui le risque des IPPJ est la contagion délinquante : « *Un jeune placé pour agression sexuelle peut se retrouver avec d'autres qui ont commis des cambriolages ou des braquages. Je trouve que son cas relèvera plus d'un centre psychiatrique que de le plonger dans une IPPJ où il pourrait apprendre d'autres types d'infractions.* »

Le mercredi après-midi, les jeunes en section Education n'ont pas cours. Ils restent au Centre et jouent avec le matériel mis à leur disposition avant l'heure d'étude et le nettoyage hebdomadaire de leurs chambres. La corvée terminée, c'est l'heure de la récompense : l'argent de poche de la semaine et les achats qui s'en suivent. Parmi ces jeunes, un visage plus jeune mais aussi plus calme, plus réservé : c'est Hamsa.

Il n'a que 13 ans et en est à son 5^e placement en IPPJ à régime ouvert. Il s'est promis maintenant de se construire une vie normale. Il nous accueille dans sa chambre, très sobre. Ses quelques vêtements sont rangés sur l'étagère, ses produits de toilette placés au bord de l'évier. Au pied de son lit, un livre en langue allemande. Le reste de ses affaires est dans des sacs plastique. Il s'assied sur sa chaise de bureau et nous raconte : « *Je souhaiterais retrouver ma famille, aller à l'école et avoir une vie normale. Ici, c'est vraiment le seul endroit où je peux être pour le moment. Ce n'est pas la joie, mais je n'ai pas vraiment d'autres choix, même si ce n'est pas une vie normale. Ici au moins, je peux aller à l'école. C'est pas comme à Wauthier-Braine, où j'étais avant. Par contre, ce que je regrette par rapport à Wauthier-Braine, c'est que là-bas, tous les éducateurs fonctionnaient exactement de la même manière. Ici, ils*

ont chacun leur propre fonctionnement, les règles changent d'un éducateur à un autre et ça me rend fou parfois. »

ÉDUCATEUR : UN MÉTIER PRENANT

Au contraire de La Courte-Echelle, les éducateurs sont moins confrontés aux injures verbales. Les jeunes de la SETIM reviennent de centres fermés où les règles sont très strictes. Leurs comportements le reflètent. Néanmoins, les éducateurs font parfois face à des violences physiques lorsqu'un jeune est en crise. Si c'est le cas, l'éducateur doit amener le jeune dans la salle d'isolement qui se trouve au deuxième étage. *« Pour moi, les chambres d'isolement n'ont pas leur place en centre ouvert. Elles ne font qu'empirer les situations. Des raisons de sécurité nous imposent de pratiquer de la sorte. Moi, ça me choque de voir un jeune en isolement, car il est sur une planche en bois dans du béton. Il se tape la tête contre les murs. Il en veut au monde entier... »*, explique M. Depas. Pour Célestin, éducateur à la section SETIM, ce n'est pas toujours simple. Il trouve qu'il y a un climat d'ingratitude par rapport au travail fourni, surtout lorsqu'un jeune sorti d'IPPJ commet un délit et que les médias en font leurs choux gras⁽⁴⁾. *« Ce sont toujours les IPPJ qui sont pointées du doigt, mais nous n'avons pas toujours l'emprise idéale sur des jeunes. Certains sont parfois très hermétiques. Il faut envisager une porte de sortie pour le métier d'éducateur. C'est un travail très exigeant et qui demande beaucoup de temps et de patience. Il faudrait pouvoir partir quand on se sent trop vieux et qu'arrive un décalage de*

compréhension avec les jeunes. A un moment donné, leurs délires ne vont plus croiser les miens et il devient plus difficile de créer les liens. Pour moi, ce n'est pas un métier que l'on peut exercer pendant 20 ans. »

PAS DE RÊVES

Le repas du soir se fait dès 18h30. Chaque jour, un jeune est désigné à l'avance pour dresser la table et la débarrasser. En soirée, ils regardent un film ou font un minifoot dans une salle qui ne peut accueillir que 6 joueurs. Pour l'atteindre, il faut monter deux volées d'escalier et parcourir des couloirs aux odeurs douteuses provoquées par de vieilles canalisations mal isolées : le bâtiment demande un coup de rajeunissement. A 21h30, chaque jeune doit être dans sa chambre. Nous sommes jeudi soir. Demain, c'est vendredi, jour de sortie pour le week-end, uniquement pour ceux qui y sont autorisés. A 22 h, les lumières s'éteignent, les surveillants de nuit sont arrivés. Lorsqu'on demande aux jeunes de quoi ils vont rêver, ils répondent unanimement comme Hamsa : *« J'en sais trop rien... Je veux juste une vie normale : un métier, une famille et une maison. »* ■ VIRGINIE

NGUYEN HOANG

(1) Institutions publiques de protection de la jeunesse. (2) Centres d'accueil spécialisé. (3) Service d'éducation temporaire intra muros. (4) Une série de braquages commis par des mineurs à Seraing et Liège défraie la chronique ces jours-ci. Un des jeunes braqueurs, arrêté une première fois le vendredi 13 février avec trois autres mineurs, avait été relâché le lendemain « faute de place en IPPJ ». Trois jours après, il récidive et, arrêté à nouveau, sera cette fois placé au centre fermé de Saint-Hubert pour une période d'un mois. - Actuellement encore, 5 mineurs (3 garçons, 2 filles) soupçonnés de vouloir partir combattre en Syrie ont été placés en centre fermé.

Service d'intervention famille

Nombreux sont les éducateurs qui, comme Lola, trouvent qu'il y a un manque d'assistance de l'entourage familial de ces jeunes: *« Ce qui manque, au niveau de l'Aide à la Jeunesse, c'est l'accompagnement des parents dans la compréhension des difficultés d'éducation. Parfois, des jeunes se retrouvent dans un parcours judiciaire inadapté. Les parents pourraient gérer certains problèmes avec nous, mais ils n'acceptent que difficilement les travailleurs sociaux*

chez eux, par orgueil», explique Lola. Le ministre de l'Aide à la Jeunesse, Rachid Madrane, admet également qu'il existe un véritable besoin d'actions de soutien à la parentalité. Il aimerait mettre en place un service qui travaillerait plus profondément avec les familles des jeunes (s'il y a famille). Dans la même optique, il souhaite créer un Centre à Bruxelles : 43% des jeunes en IPPJ proviennent de la capitale. Il serait donc plus facile pour ces parents de se rendre dans un Centre à Bruxelles plutôt qu'en Wallonie. ■

Prévention « antiradicalisation » en IPPJ

La Fédération Wallonie-Bruxelles est en train de travailler sur un plan de prévention contre le radicalisme qui s'appliquerait également à l'Aide à la Jeunesse. Rachid Madrane commente à ce sujet: *« Je veux mettre en place une politique de prévention avec une formation générale des personnes qui travaillent dans les AMO (services d'aide en milieu ouvert). Deuxièmement, je veux faire face à la radicalisation violente en essayant de comprendre comment fonctionnent les recruteurs. Il faut aussi être en contact avec les jeunes qui sont en rupture et donc collaborer avec les éducateurs de rue : ce sont eux qui sont vraiment sur le terrain et en contact permanent avec les jeunes. Puis il y a les "returnees" (ces jeunes qui reviennent de Syrie). Nous devons mettre en place des formations spécifiques pour les éducateurs et répondre à un processus de déradicalisation pour les jeunes qui rentrent déçus et veulent retrouver une vie dans notre société. Avec les convaincus du radicalisme, il faudra faire le nécessaire pour éviter le prosélytisme en employant des intervenants spécialisés. Pour tout cela, nous aimerions être prêts dès le début du mois de mars.»* ■